

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Rapport-ASN-Surete-Installations-Nucleaires-France.html>

Rapport de l'ASN sur les évaluations complémentaires de  
sûreté des installations nucléaires

# **L'ASN réclame des milliards d'euros pour sécuriser le parc nucléaire**

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : mardi 3 janvier 2012


---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous  
droits réservés

---

**L'ensemble des centrales françaises ont "un niveau de sûreté suffisant"** pour exclure leur arrêt immédiat, mais il est indispensable d'investir des milliards d'euros pour augmenter dès que possible leur "robustesse", a jugé mardi l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

L'ASN, qui a remis hier matin au Premier ministre l'audit de sûreté demandé après la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011 au Japon, a donné six mois aux exploitants des installations nucléaires pour lui présenter les mesures qui permettraient d'assurer les fonctions fondamentales des sites même en situation extrême. Le but est de maintenir la sûreté des installations en cas de catastrophe majeure (séismes, inondations, ou conjonction de plusieurs phénomènes extrêmes) et de "*limiter les rejets massifs dans un scénario d'accident*", selon l'ASN.

 [Télécharger l'étude "Évaluations complémentaires de sûreté - Rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire - décembre 2011" en cliquant ici](#) (PDF - 8,71 Mo). ([Pour en savoir plus, vous pouvez également télécharger l'avis de l'ASN n° 2012-AV-0139 du 3 janvier 2012 en cliquant ici](#)).

Le ministre de l'Energie, Eric Besson, a annoncé qu'il allait réunir les exploitants des installations nucléaires (EDF, Areva, CEA) dès lundi prochain, afin de "*définir le calendrier de mise en oeuvre des demandes*" de l'ASN.

L'ASN souhaite que les exploitants lui soumettent pour le 30 juin 2012 un "*noyau dur*" qui, pour chaque centrale, identifierait les dispositions à mettre en place en termes de matériel et d'organisation. Un "*noyau dur*" qui devra notamment comprendre un centre de commandement et de communication "*bunkerisé*", ainsi qu'un groupe électrogène et une alimentation en eau "*d'ultime secours*".

*"Nous imposons des mesures qui se traduisent par des investissements massifs. Si des exploitants, EDF ou un autre, jugent que ce qu'on demande est tellement onéreux, à eux de voir si l'exploitation en vaut encore la peine"*, a relevé le président de l'ASN, André-Claude Lacoste, évoquant des "*dizaines de milliards d'euros*" d'investissement ([lire également son entretien dans LE MONDE en cliquant ici](#)) :

Au cours de cette conférence de presse, André-Claude Lacoste a particulièrement insisté sur les points suivants :

- "*l'accident de Fukushima marque l'histoire du nucléaire comme ceux de Three Mile Island et Tchernobyl : il y aura un avant et un après Fukushima. Notre approche de la sûreté évolue pour renforcer la robustesse des installations face à des situations extrêmes.*";
- "*nous sommes sur des temps longs : le retour d'expérience complet de l'accident de Fukushima peut prendre jusqu'à 10 ans et il est possible qu'il nous amène à réviser notre compréhension actuelle de l'accident*";
- "*nous devons nous garder de la tentation commode de réduire la sûreté nucléaire à l'accumulation de dispositifs techniques : la sûreté nucléaire repose fondamentalement sur les hommes. Le renouvellement des effectifs et des compétences des exploitants est essentiel pour la sûreté*";
- "*l'ASN va édicter prochainement un certain nombre de prescriptions dont la mise en oeuvre commencera immédiatement et s'étendra sur plusieurs années. L'ASN s'assurera de la mise en place des modifications qu'elle a prescrites dans les délais prévus*";
- "*en s'appuyant sur ses stress tests, l'Europe doit être un moteur pour faire progresser la sûreté nucléaire partout dans le monde*".

Selon EDF, qui exploite un parc de 58 réacteurs français, le surcoût ne devrait toutefois pas dépasser 10 milliards d'euros par rapport aux investissements déjà programmés. *"Pour pouvoir exploiter notre parc de 58 réacteurs jusqu'à 60 ans, nous avons quantifié les dépenses nécessaires à environ 40 milliards d'euros"* sur une trentaine d'années, a souligné Jean-Marc Miraucourt, directeur de l'ingénierie du parc nucléaire d'EDF. *"Nos premières estimations montrent qu'on devrait rester dans une fourchette de 40 à 50 milliards d'euros"*, a-t-il assuré à l'AFP.

Cela se traduira au total par *"moins de 2% d'augmentation des factures d'électricité"* sur l'ensemble des dix ans de travaux, a précisé le ministre de l'Industrie et de l'Energie Eric Besson mercredi matin sur Europe 1. *"Y compris en ajoutant éventuellement des coûts supplémentaires pour le démantèlement et l'enfouissement des déchets ultimes, le kilowatt-heure nucléaire restera ce qu'il y a de moins cher après l'hydraulique et bien au-dessous de l'électricité produite par le gaz, l'éolien, le solaire, etc."* assure encore le ministre. *"Pas de marchandage en matière de sûreté nucléaire"*, a insisté de son côté la ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet. *"En tant que ministre chargée de la sûreté nucléaire, je me tiens la plus éloignée possible des considérations idéologiques et économiques"*, explique-t-elle dans un [entretien avec LE MONDE que vous lire en cliquant ici](#).

L'ASN demande aussi la mise en place progressive, à partir de cette année, d'une *"force d'action rapide nucléaire"*, un dispositif d'urgence permettant d'envoyer des équipes spécialisées et du matériel sur un site accidenté en moins de 24 heures. Ce dispositif, qui avait été évoqué par EDF en avril 2011, devra être *"complètement opérationnel"* fin 2014. Le Premier ministre, François Fillon, a souligné que le gouvernement veillerait auprès des exploitants à ce que *"l'intégralité des demandes"* de l'ASN soit respectée *"dans le calendrier qui leur est imposé"*.

## Réactions

Après l'accident de Fukushima, le cas de la centrale de Fessenheim, la plus ancienne de France -entrée en service en 1977- avait cristallisé la polémique, de nombreuses organisations écologistes en réclamant la fermeture. L'ASN n'a toutefois pas formulé de *"demandes spécifiques"* pour le site alsacien au-delà de celles déjà préconisées en juillet dernier à l'issue de la visite décennale. L'ASN avait alors estimé que l'exploitation du réacteur N°1 pouvait continuer dix ans de plus sous réserve de certains travaux.

*"Aux responsables politiques de décider s'ils souhaitent investir ces milliards dans une technologie qui restera dangereuse pour l'homme, ou dans la transition énergétique"*, a réagi l'organisation Greenpeace, qui présentera une *"contre-expertise"* le 16 janvier prochain. Pour l'ONG, les exigences de l'ASN montrent que *"le risque zéro n'existe pas"*. D'autant que l'audit est loin d'être exhaustif, selon l'association écologiste. Par exemple, les risques de chutes d'avion, accidentelles ou malveillantes, l'explosion d'une usine chimique à proximité d'une centrale ou encore les dangers d'une intrusion malveillante n'ont pas été pris en compte. Et ce malgré l'intrusion de neuf de leurs militants dans la centrale de Nogent-sur-Seine au début du mois de décembre dernier.


*"Les conclusions de ce rapport sont inquiétantes"* estime Cécile Duflot. La Secrétaire nationale d'Europe Ecologie les Verts poursuit : *"La lecture du rapport permet d'envisager l'ampleur des travaux à réaliser : le nombre de « prescriptions » que l'ASN annonce prendre prochainement est considérable. De très nombreuses prescriptions vont notamment au-delà de ce que les exploitants (EDF, AREVA, CEA) avaient proposé. Ainsi, l'ASN, comme l'IRSN, constatent que le parc nucléaire français dispose aujourd'hui d'un niveau de sûreté insuffisant, alors même qu'elles notent l'insuffisance des évaluations, notamment concernant le risque terroriste."* *"L'ASN confirme aujourd'hui que des interventions lourdes seront nécessaires, à hauteur de plusieurs milliards ou dizaines de milliards d'euros. La situation financière d'AREVA et d'EDF ne peut qu'inquiéter : seront-elles en mesure de réaliser ces investissements en urgence ?"* s'interroge encore Cécile Duflot.

"Je suis partisan d'un référendum sur la question", a déclaré mercredi Jean-Luc Mélenchon sur Radio Classique-Public Sénat. "Nous ne pourrions pas passer à côté du fait que tout le monde doit s'y mettre pour réfléchir et prendre une décision collective, parce que, ou bien c'est très dangereux et on y laissera tous notre peau, ou bien ça ne l'est pas et ce serait un gâchis de tout arrêter", a ajouté le coprésident du Parti de gauche.

## La suite du processus

Le rapport de l'ASN sera transmis par le Premier ministre au Président de la Commission européenne comme rapport de la France sur les tests de résistance décidés par le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011. Les rapports des différents États européens seront soumis à un processus de revues croisées (« peer review »), dont le déroulement est prévu de janvier à juin 2012.

## Lectures complémentaires

 SUR SLATE.fr : Le point de vue de Michel Alberganti, journaliste scientifique : [Surprise ! La sûreté nucléaire française n'est pas parfaite](#)

*Post-scriptum :*

*Sources : Communiqué de presse de l'ASN - AFP - Communiqué de presse d'Europe Ecologie Les Verts - LE MONDE - L'EXPRESS*